

revue de Rexecode



n° 77-78

4e trim. 02

1er trim. 03

Editorial

*Les activités de services dans
la tourmente conjoncturelle*

Point de conjoncture dans les services en France

*Les services aux particuliers
plus touchés que les services
aux entreprises*

Rexecode
Centre de Recherches
pour l'Expansion
de l'Economie
et le Développement
des Entreprises

revue de Rexecode

Le Comité d'Orientation des Etudes
réunit des économistes des institutions associées à Rexecode
afin d'orienter les programmes d'étude de Rexecode

Olivier Charnoz	Attaché à la délégation à la stratégie et à la gestion de Gaz de France
Michel Didier	Directeur de Rexecode
Jean-Pierre Gondran	Secrétaire Général du Groupe des Fédérations Industrielles
Gérard de Lavernée	Directeur adjoint chargé des études économiques et de la conjoncture Mouvement des Entreprises de France
Vincent Remy	Directeur Produits actions et Indices actions à Euronext Paris SA
Henry Savajol	Directeur à la Direction des Etudes au Crédit d'Equipement des Petites et Moyennes Entreprises
François Vulliod	Directeur du Plan et de la Stratégie à la Direction du Plan de la branche Développement de France Telecom



www.rexecode.asso.fr

Revue de Rexecode • Quatre numéros par an
Editée par Rexervices - 102, avenue des Champs-Élysées - 75008 Paris

Economistes : Michel Didier, Jean-Michel Boussemart, Sandrine Benaïm,
Hugues Chevalier, Sylvie Duchassaing, Denis Ferrand,
Béatrice Guedj, Michel Martinez,
Edition, secrétariat : Martine Grangé ; Graphiques : Aïcha Brak, Dominique Dalle-Molle.

Copyright : Rexervices





Sommaire |

Editorial

Les activités de services dans la tourmente conjoncturelle1

Point de conjoncture dans les services en France3

La conjoncture dans les services : aperçu global3

Les services aux entreprises5





Les activités de services dans la tourmente conjoncturelle

Michel Didier

L'industrie est un bon baromètre de l'activité économique générale dont elle accentue à la hausse et à la baisse les retournements. L'activité dans les services (services aux ménages et services aux entreprises) est moins fluctuante mais elle contribue aussi largement aux mouvements de la conjoncture économique à laquelle elle est désormais très sensible. C'est notamment le cas actuellement. Dans l'ensemble du secteur des services, l'activité des deux dernières années a été particulièrement heurtée avec un net ralentissement de la production et de l'emploi et une baisse générale des marges. Les services aux entreprises ont dû consentir d'importants efforts de prix pour préserver le volume d'activité, les services aux ménages cherchent à rattraper par les prix l'activité perdue.

La conjoncture des services a brutalement décroché à l'été 2001. Elle s'est améliorée au printemps 2002, a rechuté au deuxième semestre 2002 puis s'est un peu reprise au début 2003. Selon les enquêtes trimestrielles de l'INSEE, la tendance

de la demande est actuellement un peu au-dessous de sa moyenne passée en restant toutefois très au-dessus des points bas de 1993 et même du début 1996. Les indices PMI disponibles mensuellement ne suggèrent pas pour l'instant une meilleure orientation.

Des différences entre secteurs

Les activités immobilières restent à un niveau d'activité élevé, qui tendrait même à s'accélérer dans la période récente. Après une forte contraction en 2001, l'intérim a plutôt fait preuve de résistance en 2002. Les activités de conseil et d'assistance ont été particulièrement touchées en 2001 et elles ont à peine récupéré depuis. Les agences de voyages et les hôtels et restaurants sont dans une situation conjoncturelle très agitée et dans l'ensemble déprimée.

Les prix sont liés à l'intensité de la concurrence

Les services aux entreprises ont été touchés par le choc de

2001. Ils remontent lentement la pente depuis lors en consentant un effort de prix. Selon les comptes nationaux, le taux de croissance du volume de la valeur ajoutée des services aux entreprises a été de 6,2 % en 2000, 3,2 % en 2001 et 3,2 % en 2002 ce qui traduit une certaine résistance de l'activité. Le ralentissement du prix de la valeur ajoutée a été très net puisque les variations sont de 2,7 % en 2000, 0,3 % en 2001 et 0,3 % en 2002. Les services aux particuliers ont enregistré un ralentissement d'activité plus marqué. L'accroissement de la valeur ajoutée en volume a été de 3,3 % en 2000, 0,7 % en 2001 et -0,6 % en 2002. Les variations de prix (de la valeur ajoutée) sont de 1,5 %, 1,3 % puis 5,3 % (en 2002). Les enquêtes dans les services confirment le sentiment que la consommation des ménages commence à peiner et suggèrent que dans les services aux particuliers, les entreprises cherchent à préserver leurs

marges par des ajustements de prix.

Des conséquences pour l'emploi

Au cours des trente dernières années, le taux d'accroissement de l'emploi dans les services marchands (aux entreprises et aux particuliers, soit environ 5 millions et demi d'emplois) a toujours été positif, mais il a fortement fluctué. Il a dépassé 3 % l'an de 1986 à 1991 et de 1996 à 2000. Au cours de ces dernières années, il a même atteint un taux de croissance de 6 à 7 % par an pendant plus de dix trimestres. Les points bas du taux de croissance de l'emploi ont été de l'ordre de 1 à 2 % l'an de 1979 à 1985 puis de 1991 à 1993. Nous sommes revenus actuellement dans la zone des points bas du passé. La question essentielle pour les perspectives de l'emploi et du chômage en France sera la durée de cette situation. ■



Point de conjoncture dans les services en France

Sylvie Duchassaing

Les services marchands représentent aujourd'hui en France presque 40 % de la valeur ajoutée exprimée en valeur. Pourtant, les données statistiques permettant de suivre leur évolution à court terme sont moins nombreuses que celles relatives à l'industrie. Ainsi, l'INSEE publie une enquête trimestrielle de la conjoncture dans les services marchands alors que la conjoncture dans l'industrie est suivie mensuellement. Par ailleurs, la diversité des activités de services rend difficile un diagnostic d'ensemble.

teurs suivants : transports et communications, intermédiation financière, services aux entreprises, services personnels, hôtels et restaurants et activités immobilières. Quant au champ des services marchands retenu par l'INSEE, il recouvre les services aux entreprises hors postes et télécommunications et administration d'entreprise, les services aux particuliers hors services domestiques (les activités récréatives, culturelles et sportives ne sont que partiellement couvertes) et les activités immobilières. Les activités financières en sont donc exclues.

La conjoncture dans les services : aperçu global

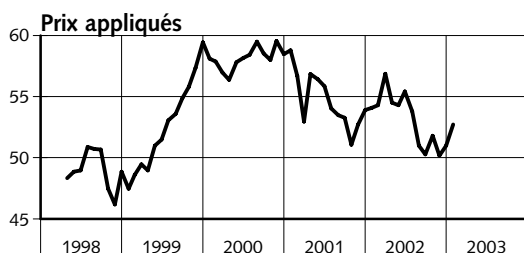
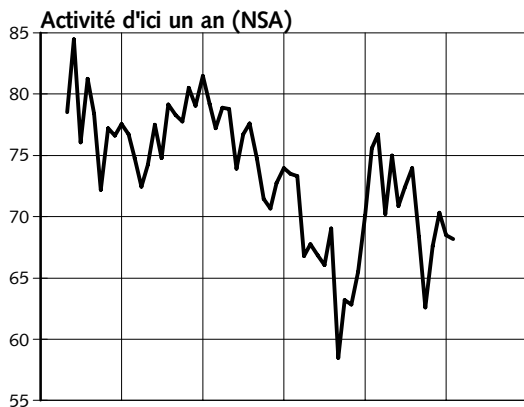
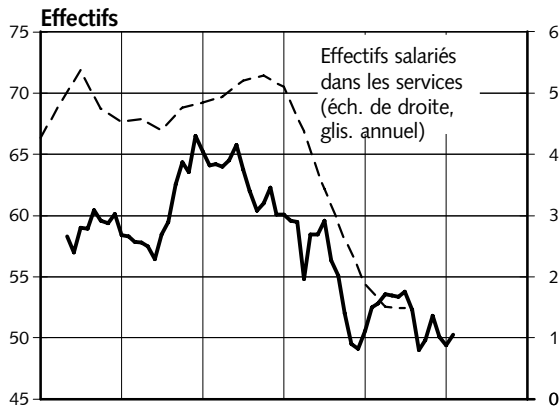
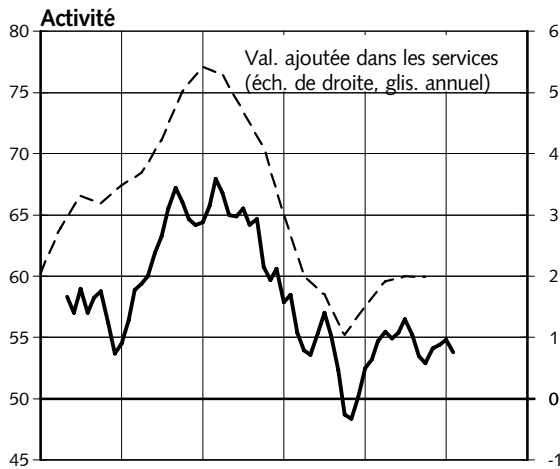
Pour connaître les évolutions récentes de l'activité dans les services en France, nous avons à disposition les résultats de deux enquêtes, celle mensuelle de PMI-Reuters et celle trimestrielle de l'INSEE. Cependant, l'enquête PMI-Reuters regroupe un champ d'activités plus large que celui recouvert par l'enquête INSEE. Elle s'applique aux sec-

Définition des services marchands

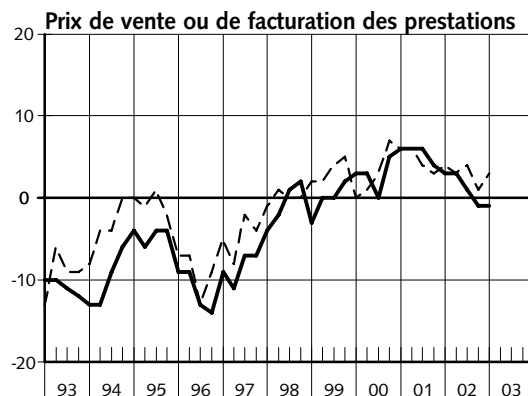
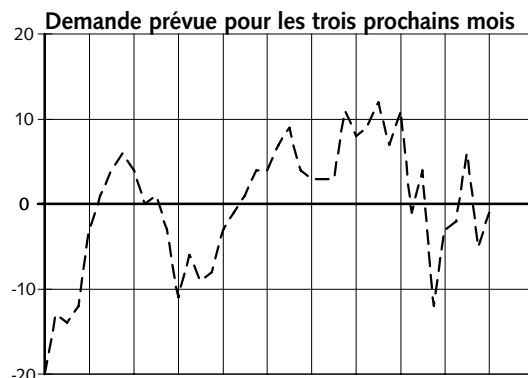
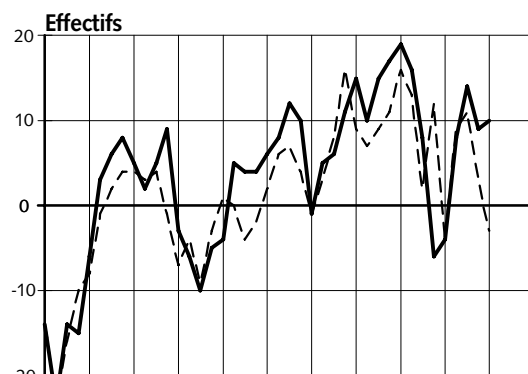
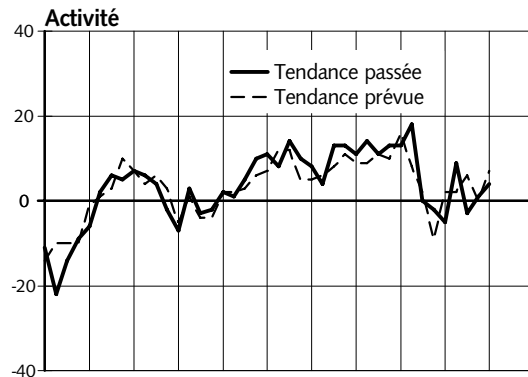
Pour cadrer notre analyse, il est utile de rappeler ce qu'on entend par services marchands. La nomenclature économique de synthèse (NES) décompose le secteur tertiaire en deux groupes : le tertiaire marchand et le tertiaire non marchand (nommé également « services administrés »). Le premier groupe est composé du commerce, du transport et des services marchands qui comprennent les services aux entreprises et aux ménages et les activités financières et immobilières. L'éducation, la santé, l'action sociale et l'administration sont réunies dans le deuxième groupe. Pour éviter certaines confusions, il est important de garder à l'esprit que le vocabulaire anglo-saxon désigne comme « services » toutes les activités qui sont regroupées dans le secteur tertiaire tel qu'il est défini en France et non pas seulement les activités regroupées sous le terme « services marchands ».

Enquêtes de conjoncture dans les services en France

**Enquête mensuelle PMI-Reuters
(solde d'opinions)**



**Enquête trimestrielle de l'INSEE
(solde d'opinions)**



© REXEC

D'après les résultats de la dernière enquête PMI-Reuters, l'indice d'activité dans les services a légèrement fléchi en février 2003, ressortant à 53,8 contre 54,8 le mois précédent. Ainsi, la croissance se poursuit dans les services, c'est toutefois à un rythme plus lent. Si l'indice des contrats en cours est en baisse en février pour la première fois depuis quatre mois, l'indice des nouveaux contrats continue de progresser ce qui est plutôt favorable pour l'activité dans les mois à venir. Quant à la composante « emploi », elle est repassée au-dessus de la barre des 50, ressortant à 50,3 en février contre 49,4 le mois dernier. Il est à noter également que les prestataires de services ont de nouveau augmenté leurs tarifs en février.

Les tendances récentes mises en évidence par l'enquête PMI-Reuters sont confirmées par les résultats de la dernière enquête dans les services de l'INSEE publiée le 31 janvier dernier. Pour l'ensemble des services, l'activité a continué de se redresser au cours du quatrième trimestre 2002, après avoir déjà progressé au cours du trimestre précédent. Quant à l'activité prévue pour les trois prochains mois, elle est également en hausse. Le solde d'opinions ressort à 7 en janvier 2003, contre 0 en octobre dernier. La tendance récente de l'activité à l'étranger s'améliore également. En revanche, les chefs d'entreprise se montrent inquiets quant aux perspectives futures d'activité à l'étranger, leur solde d'opinions concernant la tendance prévue se repliant à - 13 en janvier contre - 3 en octobre.

Au quatrième trimestre 2002, le rythme de croissance des effectifs se serait stabilisé, se situant à 10 contre 9 en octobre dernier. Malgré des perspectives d'activité plutôt favorables au premier trimestre 2003, la tendance prévue en matière d'effectifs pourrait légèrement se détériorer, le solde d'opinions passant de 3 en octobre à - 3 en janvier. Les chefs d'entreprise jugent également que les prix sont restés stables au cours des derniers mois de 2002. Mais ils anticipent une très légère hausse pour les trois premiers mois de l'année 2003.

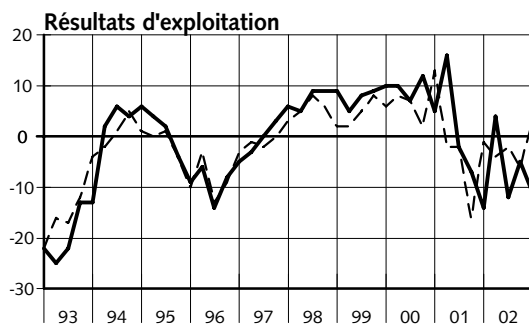
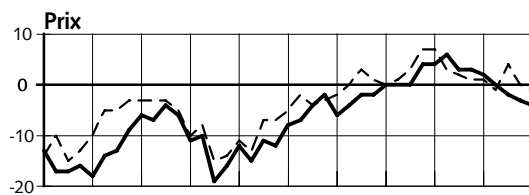
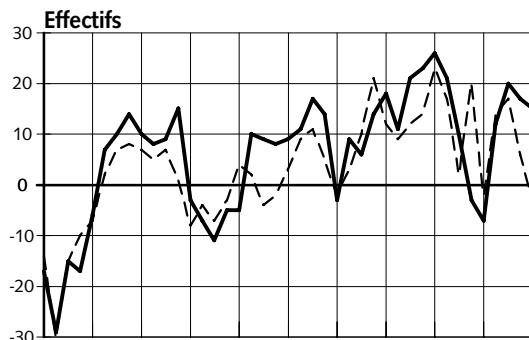
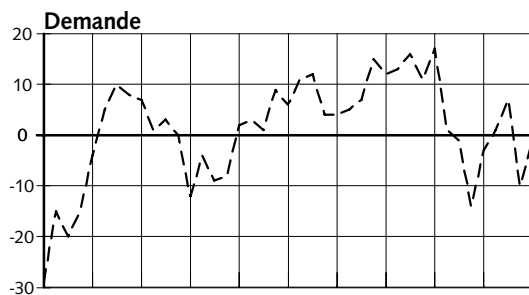
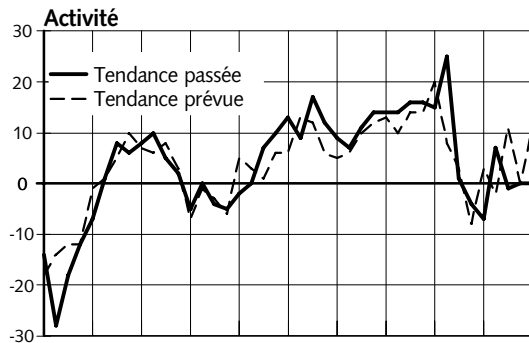
Si la tendance globale de l'activité est à l'amélioration, il est nécessaire de faire un point plus précis sur les deux grandes branches des services marchands : les services aux entreprises et les services aux particuliers. Nous écartons la branche « activités immobilières » car elle correspond surtout à la location immobilière, poste de la consommation des ménages qui fluctue peu en fonction de la conjoncture. Par ailleurs, le suivi conjoncturel des services financiers est malaisé en l'absence d'enquêtes de conjoncture et d'indices de chiffre d'affaires relatifs à cette branche d'activité.

Les services aux entreprises

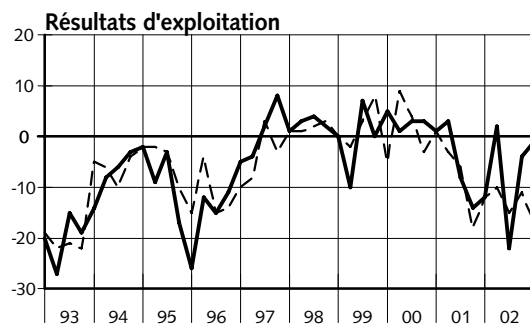
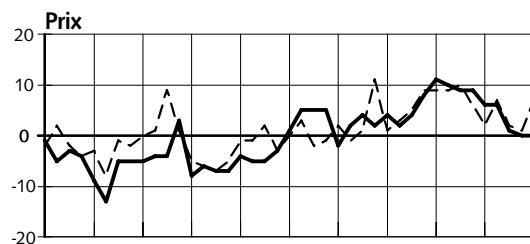
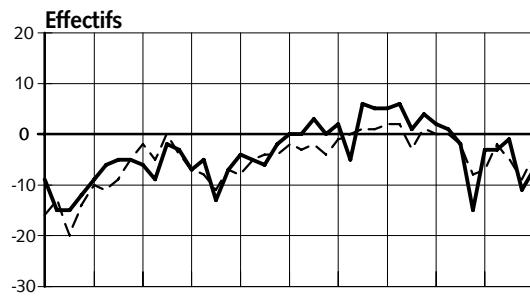
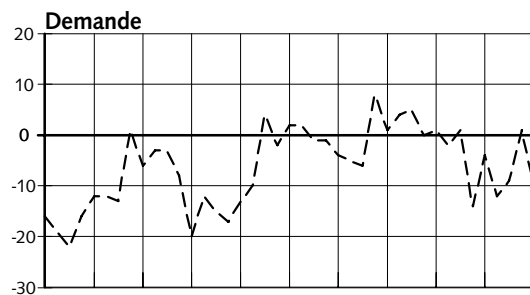
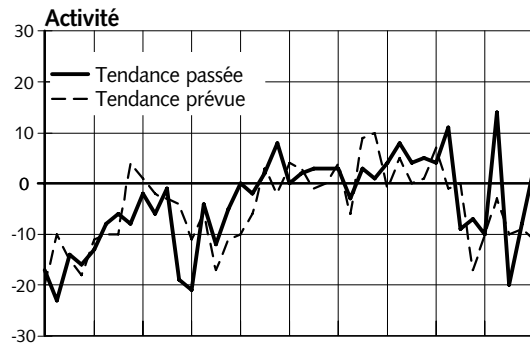
Les comptes nationaux trimestriels mettent en évidence un ralentissement de la croissance de la valeur ajoutée en volume dans les services aux entreprises au cours de l'année 2002. Après avoir progressé de 5,5 % l'an au

Enquête trimestrielle dans les services (soldes d'opinions)

Services aux entreprises



Services aux particuliers



© REXEC

premier trimestre et de 2,6 % l'an au deuxième, la valeur ajoutée en volume n'augmente que de 1,1 % l'an au troisième trimestre, dernier point connu (en valeur, son avance ressort à 1,3 % l'an). Après avoir progressé de 6,2 % en 2000, la valeur ajoutée dans les services aux entreprises a ralenti en 2001, ressortant en hausse de 3,2 %. Sur les trois trimestres 2002 cumulés, la valeur ajoutée reste dynamique, progressant de 2,8 % par rapport aux mêmes trimestres de l'année précédente.

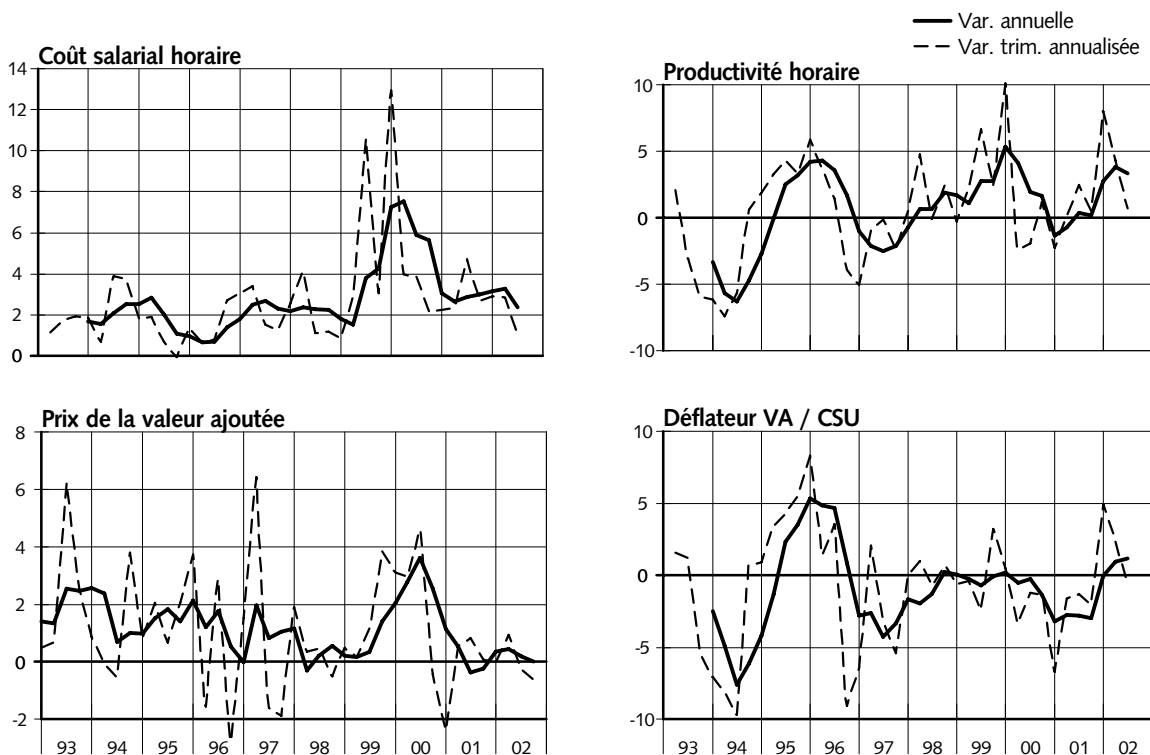
En revanche, l'emploi salarié augmente de 1,5 % l'an au troisième trimestre 2002 alors qu'il a pratiquement stagné aux premier et deuxième trimestres 2002 (ressortant en hausse respectivement de seulement 0,1 % et 0,4 % l'an). Quant au

taux de marge des sociétés de services aux entreprises, il se redresse lentement depuis son point bas de 2001.

Concernant le dernier trimestre 2002, l'enquête trimestrielle nous indique que les chefs d'entreprise considèrent que l'activité est restée stable dans les services aux entreprises. Cette tendance masque toutefois une divergence entre les différentes branches.

Les activités de « conseils et assistance » suivies par l'enquête (soit les activités informatiques, les activités juridiques et comptables, le conseil pour les affaires et la gestion, la publicité, les études de marché, l'architecture, l'ingénierie et le contrôle) connaissent une légère amélioration de leur activité.

Coût salarial unitaire et prix de la valeur ajoutée dans les services aux entreprises



© REXEC

En revanche, les services opérationnels (location sans opérateur, sélection et fourniture de personnel, sécurité, nettoyage, services divers aux entreprises et assainissement) constatent une détérioration de leur activité au quatrième trimestre, très certainement en raison d'une forte dégradation dans l'intérim dont le solde d'opinions passe de 46 en octobre à 10 en janvier. Pour information, l'ensemble des activités de « conseils et assistance » représente 45 % de la valeur ajoutée générée par les services aux entreprises et les services opérationnels 33 %, d'après les comptes annuels de l'INSEE.

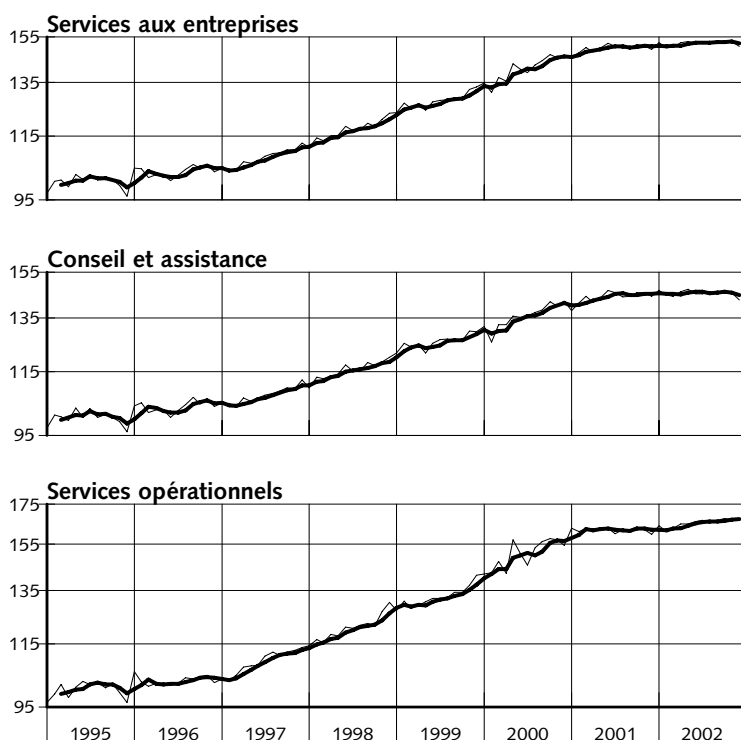
Si les chefs d'entreprise de la branche « conseils et assistance » jugent que la tendance prévue pour le premier trimestre 2003

s'améliore nettement (leur solde d'opinions passe de - 8 en octobre à + 11 en janvier), les entrepreneurs de la branche « services opérationnels » anticipent une nouvelle détérioration ; la dégradation de l'activité prévue dans l'intérim pesant à nouveau sur le solde d'opinions. Au total, l'activité prévue dans l'ensemble des services aux entreprises reste toutefois en hausse.

La tendance de l'emploi au quatrième trimestre 2002 est jugée se dégradant dans la branche « conseils et assistance » alors qu'elle est jugée s'améliorer dans la branche « services opérationnels » (y compris dans l'intérim). Au total, la tendance récente reste stable. En revanche, la tendance des effectifs prévus se dégrade, tirée vers le bas par l'intérim (hors intérim, la tendance prévue resterait stable au premier trimestre 2003). Quant aux prix des services aux entreprises, leur tendance récente et prévue est jugée stable.

D'autres indicateurs conjoncturels peuvent nous fournir des informations sur les tendances récentes dans les services. Ainsi, l'indice de valeur du chiffre d'affaires dans les services aux entreprises plafonne depuis avril dernier, il ne progresse que de 1,5 % en 2002 contre 6,4 % en 2001 et 10 % en 2000. En particulier, l'indice du chiffre d'affaires des activités de conseils et assistance progresse de 1,2 % en 2002 contre 5,8 % en 2001 et 8,1 % en 2000. Celui du chiffre d'affaires des services opérationnels augmente de 2,2 % en 2002 contre 7,6 % en 2001 et 13,8 % en 2000.

Chiffre d'affaires dans les services aux entreprises (indices de valeur, base 100 = 1995)



© REXEC

Il est à noter que les créations d'entreprises de services ont progressé au dernier trimestre 2002. Au total pour l'année écoulée, les créations d'entreprises dans les services aux entreprises restent toutefois à un niveau inférieur à celui de 2001 (- 3,4 %). Quant aux défaillances d'entreprises, elles ont bondi au premier trimestre 2002 (+ 73,2 % l'an), puis ont reculé au cours des trois trimestres suivants. Au total pour 2002, elles ont augmenté de 14,8 % après déjà une hausse de 4,9 % en 2001.

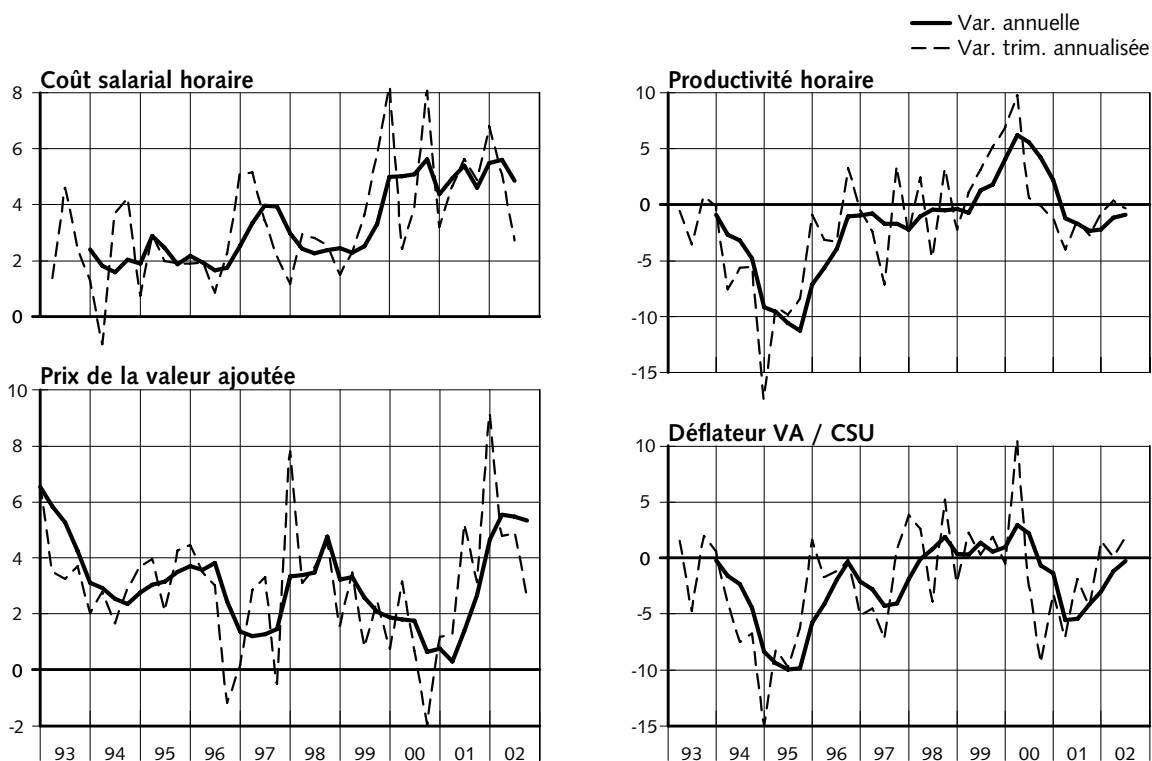
Les services aux particuliers

D'après les comptes nationaux trimestriels, la valeur ajoutée des services aux particuliers a été pratiquement stable

en 2001 (+ 0,6 %) alors qu'elle avait progressé de 3,3 % en 2000. En 2002, la valeur ajoutée en volume est restée stable au troisième trimestre (+ 0,3 % l'an) alors qu'elle avait reculé de 2,1 % au premier trimestre et progressé de 1 % au deuxième. Sur les trois trimestres 2002 cumulés, la valeur ajoutée recule de 0,8 % par rapport aux mêmes trimestres de l'année précédente. En revanche, la valeur ajoutée exprimée en valeur est ressortie en hausse de 5,1 % l'an au troisième trimestre.

Par ailleurs, l'emploi salarié dans les services aux particuliers a progressé de 2,2 % l'an au troisième trimestre 2002, un rythme qui tend à s'affaiblir légèrement depuis le début de l'année puisque les effectifs progressaient de 3 % et de 2,7 % aux premier et deuxième trimestres.

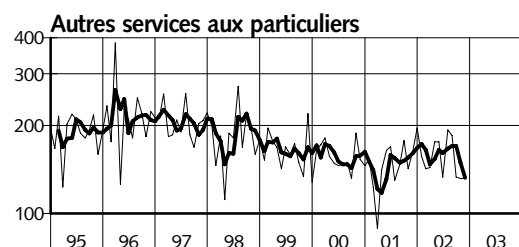
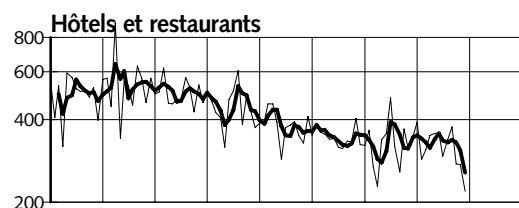
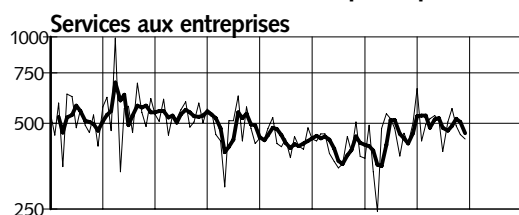
Coût salarial unitaire et prix de la valeur ajoutée dans les services aux particuliers



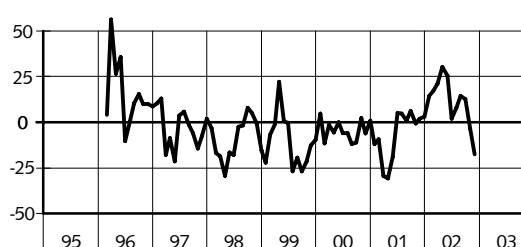
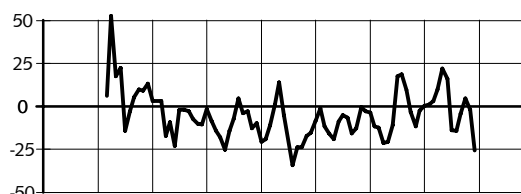
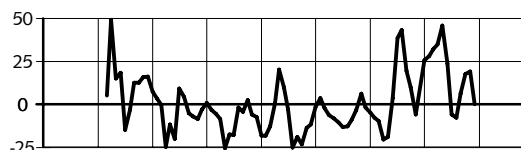
© REXEC

Défaillances d'entreprises (données CVS, par date de publication)

Nombre de défaillances d'entreprises par mois

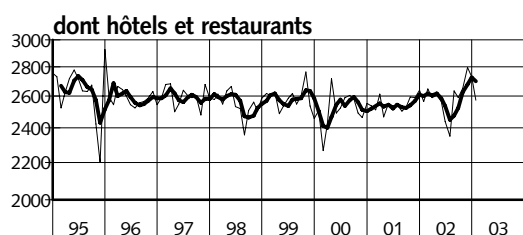
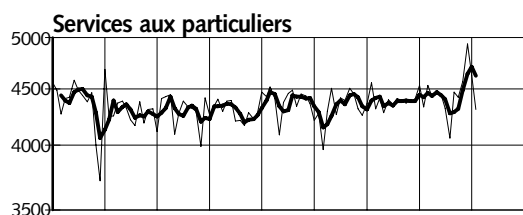
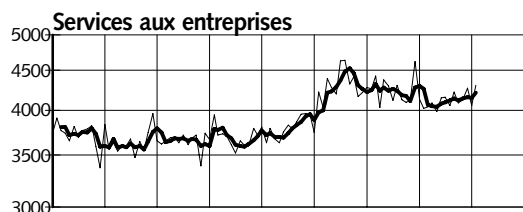


Glissement annuel de la m.m./3 mois

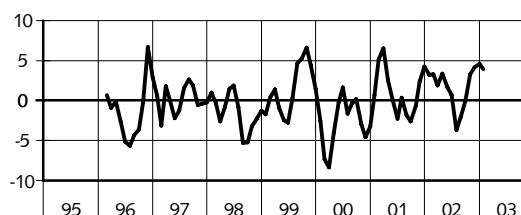
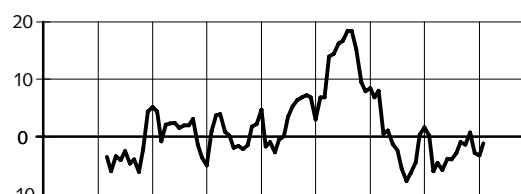


Créations d'entreprises (données CVS)

Nombre de créations d'entreprises par mois



Glissement annuel de la m.m./3 mois



© REXEC

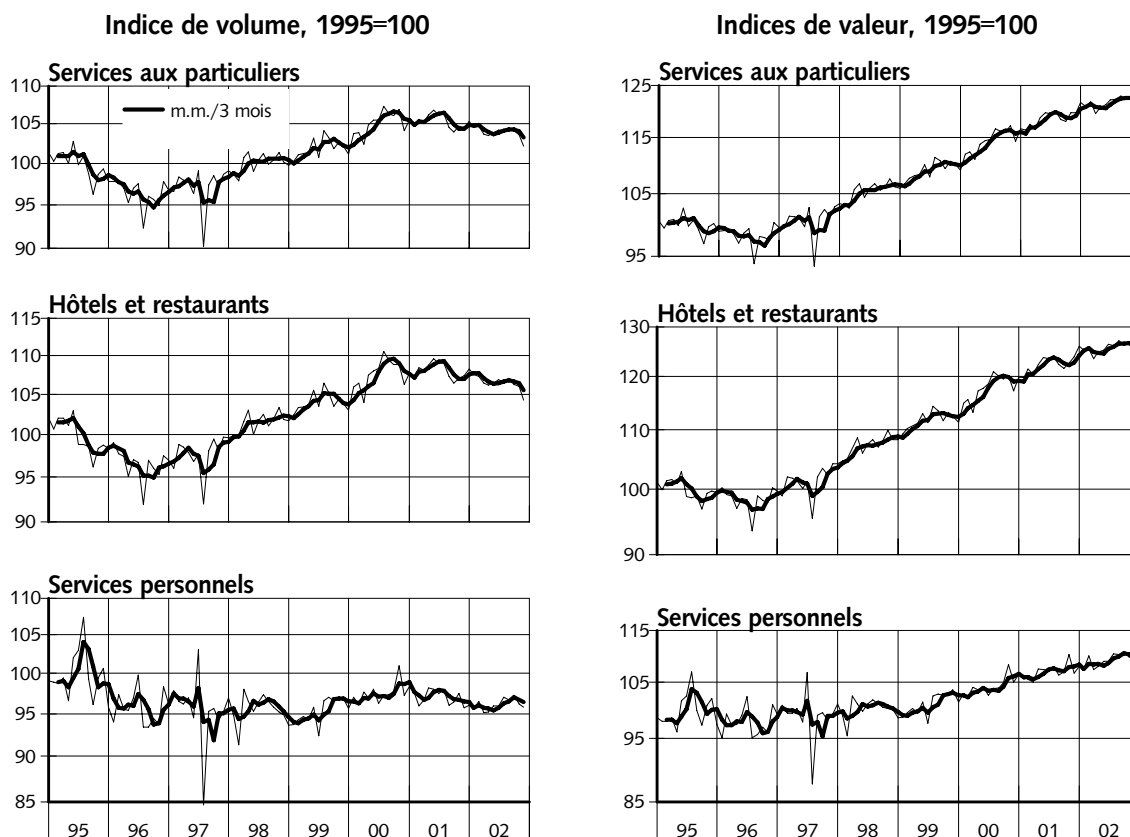
De même que pour les services aux entreprises, le taux de marge des entreprises de services aux particuliers se redresse lentement depuis son point bas de 2001. Le ratio « déflateur de la valeur ajoutée / coût salarial unitaire » a augmenté de 1,6 % au troisième trimestre alors qu'il stagnait au deuxième trimestre (+ 0,1 % l'an). Malgré une hausse du coût salarial unitaire de 3,1 % l'an, les entreprises ont pu augmenter leurs marges au troisième trimestre grâce à une hausse des prix (le déflateur de la valeur ajoutée des services aux particuliers ayant progressé de 4,8 % l'an).

Selon l'enquête trimestrielle de janvier, les chefs d'entreprise ont vu un redressement de l'acti-

tivité se poursuivre au quatrième trimestre 2002 dans les services aux particuliers. L'amélioration de la tendance récente est liée à une forte progression de l'activité dans les agences de voyage (ces dernières sont classées dans les transports dans la nomenclature officielle mais sont suivies par l'enquête trimestrielle) et dans la branche « hôtels et restaurants ». L'activité dans le secteur des activités culturelles, récréatives et sportives se serait stabilisée en fin d'exercice passé alors que celle dans le secteur des services personnels se serait dégradée.

Pour le premier trimestre 2003, les chefs d'entreprise anticipent une stabilisation voire une légère décélération de l'activité, en particulier dans les

Chiffre d'affaires dans les services aux particuliers



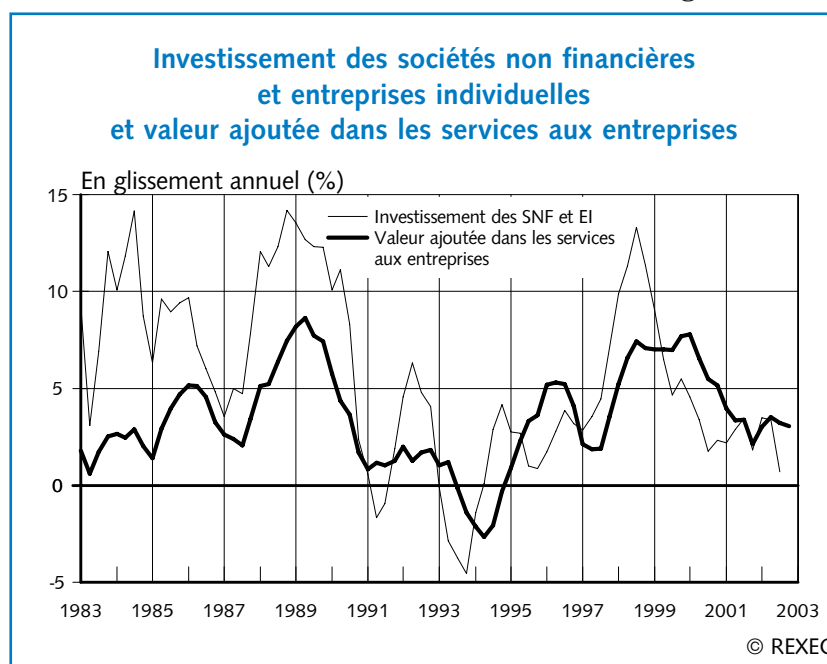
© REXEC

hôtels et restaurants qui représentent à eux seuls presque 50 % de la valeur ajoutée des services aux particuliers, d'après les comptes annuels de l'INSEE. Les chefs d'entreprises des agences de voyage se montrent également très pessimistes quant à la tendance future de leur activité, leur solde d'opinions reculant à - 32 en janvier, contre + 14 en octobre dernier. En revanche, on s'attend à une amélioration dans les services personnels et dans les activités culturelles, récréatives et sportives.

La tendance récente des effectifs est jugée en amélioration dans les services aux particuliers. Cela devrait se prolonger au cours du premier trimestre 2003. Malgré une nette détérioration dans les agences de

voyage, on observe une légère amélioration dans la branche « hôtels et restaurants » et dans les activités culturelles, récréatives et sportives, et une nette progression dans les services à la personne. Quant aux prix, s'ils sont jugés stables au quatrième trimestre 2002, les chefs d'entreprises envisagent une légère hausse au cours des prochains mois.

Si les indices de valeur du chiffre d'affaires dans les services aux particuliers remontaient en début d'année, ils commencent à plafonner au cours des derniers mois connus. Cela se traduit par un tassement, voire un recul de l'indice de volume du chiffre d'affaires, comme dans la branche « hôtels et restaurants ». Au cours des trois derniers mois de 2002, le nombre de créations d'entreprises a progressé dans les services aux particuliers. Au total pour 2002, les créations d'entreprises dans les services aux particuliers ont progressé de 1,6 % par rapport à 2001. Concernant les défaillances d'entreprises dans la branche « hôtels et restaurants », elles reculent de 3,5 % en 2002, soit leur plus faible baisse au cours des six dernières années. Dans les autres services aux particuliers, les défaillances bondissent de 8,7 % en 2002 alors qu'elles ont été en recul pendant cinq années consécutives. ■



**Vous pouvez consulter
le sommaire des numéros antérieurs
de la Revue de Rexecode sur
www.rexecode.asso.fr**



revue de Rexecode

n° 77-78

4eme trimestre 2002-1er trimestre 03

Rexecode
Centre de Recherches pour l'Expansion de l'Economie
et le développement des Entreprises

Un centre d'études économiques indépendant
ouvert aux entreprises

Créé en 1957, Rexecode est la première association française de recherches et d'études économiques privée et indépendante tournée vers l'entreprise. Rexecode est ouvert à toute entreprise ou organisation professionnelle soucieuse d'être directement et immédiatement informée des changements économiques en cours et de soutenir les objectifs de l'association. Rexecode compte aujourd'hui environ une centaine d'adhérents parmi les tous premiers groupes industriels ou financiers français.

Une veille conjoncturelle permanente

Rexecode assure une veille conjoncturelle permanente grâce à des données mises à jour et vérifiées quotidiennement, à des analyses régulières de la conjoncture et à une exploration des tendances probables de l'économie française et internationale. Les analyses des économistes de Rexecode font l'objet de documents écrits, adressés aux adhérents à des fréquences hebdomadaires, mensuelles, trimestrielles ou annuelles. Elles sont régulièrement présentées et discutées au cours de réunions de travail qui permettent un échange avec l'équipe de Rexecode mais aussi entre les adhérents.

Un regard d'entreprise sur la politique économique

Outre ses travaux d'analyse conjoncturelle, Rexecode est consulté en tant qu'expert au sein d'instances telles que le Groupe Technique de la Commission des Comptes de la Nation, les Commissions du Plan, les groupes GPA du Medef. Il intervient de la même manière auprès des pouvoirs publics et des commissions des assemblées parlementaires pour leur apporter une vision d'entreprise sur la politique économique. Il publie chaque trimestre certains de ses travaux dans la Revue de Rexecode.



www.rexecode.asso.fr